

**Groupe de travail**  
***Femmes migrantes & Violences conjugales***

---

**Mise en œuvre du Pacte International relatif aux droits civils et politiques  
(PIDCP) par la Suisse**

***Note d'information concernant les discriminations et les violences  
conjugales à l'égard des femmes ayant un statut précaire en Suisse***

**Comité des droits de l'homme (HRC)**  
**97<sup>e</sup> session, 12-30 octobre 2009**

Genève, septembre 2009.

**Contact :**

**Mariana Duarte, OMCT - [md@omct.org](mailto:md@omct.org)**

**Eva Kiss, CCSI - [ekiss@ccsi.ch](mailto:ekiss@ccsi.ch)**

*Le Groupe de travail "Femmes migrantes & Violences conjugales" comprend à ce jour les associations suivantes : le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI), le Centre Suisses-Immigrés Valais (CSI Valais), La Fraternité du Centre social protestant – Vaud (CSP-VD), l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), Solidarité Femmes Genève et le Syndicat Interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT).*

## **Avant propos**

La présente note fait suite à celle soumise en février 2009 par le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI) et l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), en vue de l'adoption de la liste des questions sur la Suisse par le Comité des droits de l'homme lors de sa 95<sup>e</sup> session.

Cette nouvelle version, mise à jour et complétée, est soumise au nom du *Groupe de travail « Femmes migrantes & Violences conjugales »* qu'ont rejoint le CCSI et l'OMCT, parmi d'autres associations basées en Suisse.

## Propos liminaires

La nouvelle loi fédérale sur les étrangers (LEtr), entrée en vigueur en janvier 2008, permet aux épouses et époux originaires de pays dits « tiers »<sup>1</sup> d'obtenir relativement facilement une autorisation de séjour dans le cadre d'un regroupement familial. Néanmoins, les conditions de renouvellement s'avèrent, dans certaines situations, problématiques. En effet, celui-ci ne s'effectue en principe qu'en cas de poursuite de la vie commune avec leur époux-se. Du fait de la dépendance qui est structurellement générée par une asymétrie de statut entre les deux époux dans de telles conditions, de nombreux partenaires s'adonnent à des actes de chantage, de contrôle et de violence physique, sexuelle ou psychologique. Si les conjointes étrangères, principalement touchées par cette problématique,<sup>2</sup> mettent un terme à ces actes de violence en quittant le domicile conjugal, elles risquent de perdre leur titre de séjour. Or, comme le reconnaît l'Etat suisse lui-même dans son troisième rapport périodique au Comité CEDEF<sup>3</sup>, les femmes migrantes sont particulièrement vulnérables à la violence au sein du foyer et la loi tend à conduire à des abus de pouvoir, ce qui peut renforcer l'impunité dans de tels cas et perpétuer ainsi la forte prévalence de ce type de violence à leur égard.

Malgré l'introduction à l'article 50 LEtr du droit au renouvellement d'une autorisation de séjour même en cas de rupture de la vie commune aux victimes de violence conjugale, le champ et les conditions de son application sont extrêmement restreints. Plus d'une année après son adoption, cette disposition de la LEtr a révélé un effet pervers qui consiste à inciter les femmes étrangères victimes de violences à ne pas dénoncer ce qu'elles subissent par crainte de perdre leur permis en se séparant de leur mari et d'être expulsées. Ces effets sont manifestes dans des cas traités par des ONG. Ils constituent une atteinte aux articles 3, 7 et 26 du PIDCP.

Il est regrettable que l'Etat suisse, dans sa réponse à la question posée par le Comité des droits de l'homme sur ce sujet,<sup>4</sup> se soit contenté de reprendre ce que dispose l'art. 50 LEtr, sans fournir

---

<sup>1</sup> C'est à dire hors Union européenne (UE) et Association européenne de libre échange (AELE).

<sup>2</sup> Les hommes sont également concernés par ce problème, bien que les formes de violence puissent être différentes et encore plus difficiles à documenter. Les victimes de violence conjugale restent très majoritairement des femmes, de sorte que notre argumentation est développée au féminin. En effet, en 2007, selon les statistiques de la police, du Centre LAVI et de l'Unité de médecine des violences du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), relevées par la Commission cantonale de lutte contre la violence domestique du canton de Vaud, 15 à 17% des victimes de violence domestique ayant consulté ces services sont des hommes. Par contre, toujours en 2007, selon les statistiques policières du canton de Vaud, 88 % des auteurs de violence au sein du couple sont des hommes.

<sup>3</sup> UN Doc. CEDAW/C/CHE/3, 23 avril 2008, paras. 123-125 : « En subordonnant le droit de séjour de l'épouse venue en Suisse au titre du regroupement familial à la condition qu'elle vive en ménage commun avec son époux exerçant une activité lucrative, la législation sur les étrangers actuellement en vigueur facilite l'abus de pouvoir ainsi que la violence du conjoint et fragilise la position de la victime potentielle » (para. 124). « ...les étrangères sont souvent particulièrement exposées à la violence de leur partenaire, malgré l'intervention de la police, lorsqu'elles ne peuvent pas le quitter par crainte de devoir rentrer dans leur pays sans leurs enfants et sans aucun droit sur eux et d'y être mises au ban de la société pour avoir échoué dans leur mariage. La nouvelle législation sur les étrangers n'y remédie qu'en partie » (para. 125).

<sup>4</sup> Voir UN Doc. CCPR/C/CHE/Q/3 du 20 mai 2009, para. 8 : « Selon les informations reçues par le Comité, le fait que les femmes immigrées victimes de violences domestiques doivent démontrer, en plus de la violence subie, l'impossibilité de la réintégration sociale dans le pays d'origine, empêche dans de nombreux cas la protection des victimes; en outre celles-ci n'osent quitter leur conjoint par peur de perdre leur permis de séjour. Veuillez commenter cette information à la lumière des articles 2, 3 et 26 du Pacte ».

d'informations sur son application<sup>5</sup>. Comme nous l'explicitons plus loin, dans la pratique, le cumul des critères posés afin de bénéficier du droit de poursuivre son séjour en Suisse, à savoir démontrer à la fois avoir subi des violences conjugales et que sa réintégration dans le pays d'origine est fortement compromise, pose problème. En effet, les autorités compétentes semblent ne prendre en considération que des cas de menaces d'atteinte grave à l'intégrité physique, sans se préoccuper des impacts des violences subies, lors l'évaluation des possibilités de réintégration dans le pays d'origine. Dès lors, répondre à cette exigence supplémentaire devient impossible dans de nombreux cas où, par conséquent, les femmes victimes de violences conjugales n'osent pas entreprendre les démarches afin d'être protégées, par peur d'être renvoyées dans leur pays, où elles n'auront pas les moyens nécessaires pour reconstruire leur vie.

Des initiatives récentes de la part de parlementaires et de la Conférence suisse des déléguées à l'égalité entre hommes et femmes<sup>6</sup> ont été entreprises pour attirer l'attention des autorités fédérales et proposer des solutions à ce sujet. Certaines de ces positions sont reflétées dans le présent document.

## 1. En droit

*La LEtr prévoit en son article 50<sup>7</sup> le droit au renouvellement de l'autorisation de séjour malgré une rupture de la relation conjugale pour le conjoint étranger d'un citoyen suisse ou d'une personne titulaire d'une autorisation d'établissement (permis C). La loi envisage, en effet, deux situations, dans lesquelles le permis de séjour du conjoint n'est pas mis en danger.*

*a ; le mariage et la vie commune ont duré au moins 3 ans ET l'intégration du conjoint étranger est réussie*

*b ; le conjoint étranger a été victime de violence conjugale ET la réintégration sociale dans le pays de provenance semble fortement compromise.*

En ce qui concerne les cas de violences conjugales (b;) nous aimerions souligner qu'il est déjà souvent problématique de démontrer la violence en elle-même. Rendre plausible, de plus, que la réintégration sociale dans le pays d'origine est fortement compromise, sera le plus souvent une mission impossible.

---

<sup>5</sup> UN Doc. CCPR/C/CHE/Q/3/Add.1 du 26 août 2009, paras. 86 et 87.

<sup>6</sup> Voir la motion déposée par Mme Maria Roth-Bernasconi au Conseil national le 30 avril 2009, 09.3414 – Motion « Autorisation de séjour indépendante de l'état civil » et la prise de position de la Conférence suisse des déléguées à l'égalité entre hommes et femmes du 3 avril 2009.

<sup>7</sup> **Art. 50 Dissolution de la famille**

<sup>1</sup> Après dissolution de la famille, le droit du conjoint et des enfants à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu des arts. 42 et 43 subsiste dans les cas suivants:

- a. l'union conjugale a duré au moins trois ans et l'intégration est réussie;
- b. la poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures.

<sup>2</sup> Les raisons personnelles majeures visées à l'al. 1, let. b, sont notamment données lorsque le conjoint est victime de violence conjugale et que la réintégration sociale dans le pays de provenance semble fortement compromise.

Ainsi, dans la pratique, une épouse qui a déjà subi des actes de violence de la part de son conjoint et qui doit faire face aux impacts physiques et psychologiques de ceux-ci, sera de plus, renvoyée dans son pays. En substance, elle subira, à tous les niveaux, les conséquences des actes de violence commis par son mari qui, lui, ne sera souvent même pas inquiété par la justice.

Dans le premier cas de figure (a;), notamment si la violence conjugale ou l'impossibilité de la réintégration dans le pays d'origine ne peut être démontrée, l'épouse, qui a vécu au moins trois ans avec son conjoint et dont l'intégration est considérée comme réussie, réunit les conditions de renouvellement de permis. Or, l'intégration est mesurée principalement par le biais de l'insertion professionnelle et de la maîtrise d'une des langues nationales. Dans un contexte de violence conjugale, les atteintes à l'intégrité physique, sexuelle et psychique ont un impact considérable sur les capacités relationnelles, d'apprentissage et de concentration, etc. Cet environnement génère des obstacles de taille à une intégration personnelle et/ou professionnelle. A cela s'ajoute le fait que les diplômes, comme les expériences professionnelles préalables des femmes migrantes sont rarement reconnus en Suisse. De plus, si elles ont des enfants, il leur faudra avant toute chose, trouver une solution de garde, ce qui à l'heure actuelle n'est pas une sinécure. Enfin, dans un contexte de violence qui peut prendre de multiples formes, l'autonomie de la femme concernée peut en être fortement compromise, notamment quand l'époux s'oppose à son intégration sociale et professionnelle.

En outre, au-delà de son application problématique, il est à signaler que le droit à l'octroi et au renouvellement d'une autorisation de séjour en cas de violence conjugale n'existe tout simplement pas pour les conjoints des détenteurs d'une autorisation de séjour (permis B). Dans ce cas, les autorités peuvent renouveler le permis de séjour du conjoint étranger conformément à l'art.77 de l'Ordonnance relative à la LEtr, mais elles n'y sont pas contraintes par la loi.

De surcroît, les possibilités ouvertes par l'article 50 LEtr ne concernent pas les compagnes non mariées étrangères (de pays tiers) des ressortissants suisses ou des personnes au bénéfice d'une autorisation d'établissement.

Enfin, il convient de noter que toute demande de renouvellement de permis déposée avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les étrangers (1er janvier 2008) se voit appliquer l'ancienne législation, qui ne prévoyait pas explicitement une exception en cas de violence conjugale. De ce fait, de nombreux dossiers encore en cours d'examen et qui auraient pu connaître un traitement favorable sous la LEtr, risquent d'être conclus par une décision de refus.

## 2. Dans la pratique

Le Conseil Fédéral a eu l'occasion de communiquer son interprétation de l'article 50 LEtr<sup>8</sup>. Il est à noter que celle-ci est très limitée en ce qui concerne la notion de la réintégration sociale fortement compromise dans le pays de provenance. En effet, le Conseil fédéral ne prend en considération que les cas extrêmes, pouvant être qualifiés comme « des situations de détresse personnelle grave ». Cette interprétation restrictive est reflétée dans une intention de décision récente des autorités cantonales à Genève, où seule une menace d'atteinte grave à l'intégrité physique semble être déterminante pour considérer une situation comme remplissant ce critère.

On constate dès lors que les conséquences physiques et psychologiques des violences domestiques et notamment les séquelles post-traumatiques ne semblent pas être prises en compte de manière systématique dans l'évaluation des possibilités de réintégration.

De plus, alors que l'article 50 b) LEtr garantit le droit de poursuivre son séjour en Suisse pour des « raisons personnelles majeures » si les deux conditions mentionnées à l'alinéa 2 sont remplies<sup>9</sup>, l'Office fédéral des migrations a fait intervenir dans une décision récente des critères supplémentaires relevant de « cas de rigueur » tels qu'ils étaient appliqués dans des cas de violence conjugale avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Une telle pratique indique soit un manque de connaissance de cette dernière, soit un manque de diligence de la part des autorités concernées.

Enfin, les conséquences durables des actes de violence subis se voient accentuer au vu des délais de plusieurs mois pour l'obtention d'une réponse de la part des autorités compétentes. Ainsi, deux demandes de prolongation de permis sur la base de l'art. 50 b) de la LEtr soumises à l'Office cantonal de la population à Genève respectivement le 26 novembre 2008 et le 24 janvier 2009 n'ont toujours pas fait l'objet d'une quelconque réponse.

---

<sup>8</sup> Voir l'interpellation parlementaire du 2 octobre 2008 de Francine John-Calame et la réponse du Conseil fédéral du 26 novembre 2008 sur le *traitement pour les personnes étrangères victimes de violences domestiques* en Annexe 1.

<sup>9</sup> Pour mémoire : Le conjoint est victime de violence conjugale et sa réintégration sociale dans son pays d'origine semble fortement compromise.

### 3. Conclusions et recommandations

La nouvelle loi sur les étrangers reconnaît désormais explicitement le droit pour les personnes étrangères ayant épousé des ressortissants suisses ou de détenteurs d'une autorisation d'établissement de rester en Suisse en cas de rupture du lien conjugal, si elles sont victimes de violence conjugale. Toutefois, cet article impose le devoir de démontrer, en plus de la violence subie, l'impossibilité de la réintégration sociale dans le pays d'origine. Cette deuxième condition telle qu'elle est appliquée débouche sur un effet pervers qui consiste à empêcher dans de nombreux cas la protection des victimes, celles-ci n'osant quitter leur conjoint par peur de perdre leur permis.

De plus, la complexité des cas particuliers et les conséquences variées que peuvent avoir des comportements violents au sein d'un couple ne semblent pas être prises en considération lors de l'examen de ce type de dossier, et ce malgré la marge d'appréciation dont jouissent théoriquement les autorités cantonales et fédérales dans l'octroi d'autorisations de séjour.

Au vu de cette situation, le Groupe de travail « Femmes migrantes & Violences conjugales » recommande à l'Etat suisse de :

- Amender l'article 50 b) de la LEtr en supprimant l'exigence de démontrer que la réintégration sociale dans le pays de provenance semble fortement compromise, afin de garantir aux victimes des actes de violence conjugale une autorisation de séjour sans autre condition que d'avoir rendu vraisemblable le fait d'avoir été victimes de tels actes ;
- En attendant cet amendement, afin d'assurer une application adéquate de cet article, effectuer une formation obligatoire du personnel des services cantonaux compétents et de l'Office fédéral des migrations en la matière, et émettre une circulaire à leur attention ordonnant la prise en compte à leur juste titre des conséquences des violences conjugales sur les possibilités de réintégration dans le pays d'origine ;
- Assouplir l'application simultanée des critères de l'article 50 a) de la LEtr dans des cas où des facteurs indépendants de la volonté d'une épouse l'empêchent de s'intégrer en Suisse ;
- A terme, dissocier les autorisations de séjour des femmes qui en bénéficient par regroupement familial de celles de leurs époux.

## ANNEXE 1 :

### Interpellation parlementaire du 2 octobre 2008 de Francine John-Calame et réponse du Conseil fédéral du 26 novembre 2008 sur le traitement pour les personnes étrangères victimes de violences domestiques

#### **Texte déposé**

Lors de la révision de la loi fédérale sur les étrangers et de la loi sur l'asile, le Parlement a obtenu des assurances du conseiller fédéral Christoph Blocher concernant les dossiers des personnes étrangères victimes de violences domestiques. Il a certifié que ces cas seraient traités avec beaucoup de soin, d'attention et de bienveillance.

Pourtant dans un dossier du canton de Neuchâtel, la victime de violences s'est vue refuser le renouvellement de son permis de séjour par l'Office fédéral des migrations (ODM), alors que son ex-conjoint a été condamné par jugement en janvier 2005.

De plus, cette personne vit en Suisse depuis 1998, elle travaille régulièrement et elle est parfaitement autonome financièrement.

1. Quels critères de plus faut-il remplir pour trouver grâce auprès des services de migration de la Confédération?
2. Faut-il vraiment que les victimes de violences subissent, en plus des sévices perpétrés par leur conjoint, un deuxième châtement, soit l'expulsion de la Suisse? Dans ce cas particulier, sur quels documents l'ODM a-t-il basé son évaluation pour déterminer que cette personne pourrait se réintégrer professionnellement en République dominicaine?
3. Que connaît-il du marché du travail de cette région?
4. Dans quels domaines d'activité son insertion est-elle envisageable dans son pays d'origine?
5. Peut-il nous indiquer le taux de personnes sans emploi dans ce pays?
6. Peut-il nous dire comment cette personne pourra s'intégrer socialement dans son pays d'origine, après les violences qu'elle a subies en Suisse?
7. La Suisse n'a-t-elle aucune responsabilité à assumer dans un tel cas, en regard de la politique qu'elle mène pour faire respecter internationalement les droits de l'homme et juge-t-elle sa décision compatible avec la CEDH?

#### **Réponse du Conseil fédéral du 26.11.2008**

Conformément à l'article 50 alinéa 1 lettre b de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr; RS 142.20), le droit du conjoint à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu des articles 42 et 43 subsiste après dissolution de la famille lorsque la poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures.

L'article 50 alinéa 2 LEtr précise que les raisons personnelles majeures visées à l'alinéa 1 lettre b sont notamment données lorsque le conjoint est victime de violence conjugale et que la réintégration sociale dans le pays de provenance semble fortement compromise.

Aux termes de l'article 77 alinéa 6 de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA; RS 142.201), sont notamment considérés comme indices de violence conjugale les certificats médicaux, les rapports de police, les plaintes pénales, les mesures au sens de l'article 28b du Code civil ou les jugements pénaux prononcés à ce sujet.

Lorsqu'une demande de prolongation d'autorisation de séjour après dissolution de l'union conjugale est soumise pour approbation à l'Office fédéral des migrations (ODM), ce dernier procède à une analyse de la situation, ainsi qu'à une pesée des intérêts. Pour ce faire, l'ODM s'appuie sur différents critères, tels que la durée du séjour en Suisse, la durée de l'union, l'existence d'enfants nés de cette union, le degré d'intégration professionnelle et sociale, de même que le respect de l'ordre public. S'il existe des indices de violence conjugale, tels que ceux énumérés à l'article 77 alinéa 6 OASA, et que la réintégration sociale de l'étranger dans son pays de provenance semble fortement compromise, l'office approuvera la demande. Dans le cas contraire, l'autorisation de séjour ne sera pas prolongée et l'intéressé sera renvoyé (art. 66 al. 1 LEtr).

Le cas mentionné par l'auteur de l'interpellation a été étudié par l'ODM sur la base des critères énoncés précédemment. L'office est arrivé à la conclusion que la poursuite du séjour de cette personne en Suisse n'était plus justifiée et que le refus de prolonger son autorisation de séjour ne la mettait pas dans une situation de détresse personnelle. Il a pris en compte son statut de victime de violence conjugale, mais a estimé que cette condition ne suffisait pas pour lui accorder le droit de demeurer en Suisse. Les documents dont il disposait ne contenaient aucun indice prouvant que le type et l'intensité des préjudices subis compromettraient fortement sa réintégration sociale dans son pays de provenance. Vu l'âge de l'intéressée, sa situation familiale, son état de santé et le nombre d'années qu'elle a passées dans son pays d'origine, l'office a considéré que son retour était raisonnablement exigible. Suite à ce constat, il n'a pas jugé utile d'examiner de manière approfondie le marché du travail ni le taux de chômage sur place.

En observant scrupuleusement, dans le cadre d'une procédure individuelle, les critères légaux relatifs à la prolongation d'une autorisation de séjour et en offrant la possibilité de recourir contre la décision de l'ODM auprès de l'instance supérieure, la Suisse a respecté les exigences fixées dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'ODM va maintenir sa pratique en matière de traitement des cas de violence conjugale au niveau fédéral et cantonal et s'engager en faveur d'une uniformité d'interprétation de la LEtr par les cantons.

En l'espèce, un recours est pendant auprès du Tribunal administratif fédéral.

## **ANNEXE 2 :**

**Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers  
(ODAE romand)**

**Fiche descriptive, Cas 078 / 26.05.2009**

*Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE)*

[www.odae-romand.ch](http://www.odae-romand.ch) • [info@odae-romand.ch](mailto:info@odae-romand.ch) • case postale 270 • 1211 Genève 8 • 022 310 57 30



## Violences conjugales: on expulse la victime au lieu de la soutenir !

Cas 078 / 26.05.2009

Après avoir subi pendant des années la violence de son mari, « Luzia », brésilienne, se résout finalement à demander le divorce. Déjà déstabilisée par cette situation extrêmement difficile, « Luzia » va se retrouver en plus confrontée à un renvoi.

**Mots-clés :** droit de séjour après dissolution de la famille (art. 7 aLSEE et directive 654 [art. 50 LEtr](#) et [art. 77 OASA](#)) ; violences sur les femmes

**Personne(s) concernée(s) :** « Luzia », femme née en 1975

**Origine :** Brésil

**Statut :** permis B par mariage  renouvellement refusé

### Résumé du cas (détails au verso)

Originaire du Brésil, « Luzia » rencontre en juin 2000 son futur mari, ressortissant portugais, à l'occasion d'un voyage touristique en Suisse. Ils se marient en décembre, mais peu de temps après, son mari, sous l'emprise de l'alcool, commence à lui faire subir des violences psychiques, physiques et sexuelles. En mai 2003, après avoir été menacée au couteau, « Luzia » est contrainte à quitter le domicile conjugal. Des mesures protectrices sont alors prononcées par le juge civil. Malgré la séparation, la relation continue et ce n'est que deux ans plus tard, après avoir été une nouvelle fois gravement menacée (une plainte pénale sera déposée), que « Luzia » se résout, contre ses convictions et ses sentiments, à demander le divorce. Celui-ci est prononcé en mars 2005. 4 mois plus tard, le service vaudois de la population accepte de renouveler son autorisation de séjour, obtenue en 2003 en vertu de son mariage avec un homme européen. Toutefois, l'[ODM](#) refuse de donner son approbation, et le [TAF](#) rejette le recours de « Luzia » dans un arrêt daté du 22 août 2008. Les violences conjugales y sont évoquées, mais ne constituent pour le TAF que « *l'un des critères* »: on reproche notamment à « Luzia » de ne pas avoir atteint l'autonomie financière. Pourtant, les violences subies, l'état dépressif qui s'en est suivi et la décision de divorce ont été autant d'épreuves que « Luzia » a dû traverser, et qui ont rendu son insertion professionnelle en Suisse particulièrement difficile. Plutôt que de soutenir « Luzia » pour surmonter les conséquences des violences vécues, les autorités, qui disposent d'un large pouvoir d'appréciation, ont préféré prononcer son renvoi vers un pays qu'elle a quitté depuis 8 ans et où elle n'a plus guère d'attaches.

### Questions soulevées

- En refusant de renouveler l'autorisation de séjour après une séparation ou un divorce, les autorités veulent-elles donner comme message aux victimes de violences conjugales de taire leurs souffrances et de continuer à vivre auprès de leur conjoint violent au péril de leur santé?
- Nos autorités ont mis sur pied ces dernières années divers dispositifs juridiques en faveur des victimes de violences domestiques. Ne devrait-on pas chercher à protéger également les victimes étrangères au lieu de les fragiliser encore davantage par la menace d'un renvoi ? L'intérêt de la Suisse à limiter l'immigration n'est-il pas subordonné dans pareil cas à un devoir de protection ?

## Chronologie

2000 : voyage touristique en Suisse ; rencontre son futur mari (juin) ; mariage au Portugal (30 déc.)  
2002 : le couple s'installe définitivement en Suisse (22 déc.), après quelques séjours saisonniers  
2003 : « Luzia » quitte le domicile conjugal (20 mai) ; mesures protectrices de l'union conjugale (16 juillet)  
2005 : divorce (18 mars) ; préavis favorable du canton de Vaud pour une autorisation de séjour (4 août)  
2006 : décision négative de l'[ODM](#) (10 jan.) ; recours (8 fév.)  
2008 : rejet du recours par le [TAF](#) (22 août)

## Description du cas

En 2000, « Luzia » se rend en Suisse pour un voyage touristique. Elle y rencontre son futur mari, un ressortissant portugais, qui y travaille comme saisonnier. Ils se marient au mois de décembre de la même année et elle partage ensuite son temps entre le Portugal et la Suisse. Dès que son mari dispose d'un permis de séjour ordinaire, en décembre 2002, « Luzia » obtient le regroupement familial en tant que conjointe d'un ressortissant européen. Peu après le mariage, le mari de « Luzia », dont la consommation d'alcool est excessive, se met à lui faire subir régulièrement des violences physiques, psychiques et sexuelles. « Luzia » consulte dans un centre pour femmes victimes de violence conjugale, mais ne quitte pas son époux : elle l'aime, croit en l'institution du mariage, et pense que la situation peut s'améliorer. Un jour pourtant, après avoir été menacée avec un couteau, elle prend conscience que sa vie est en danger et quitte le domicile conjugal. En juillet 2003, le juge civil compétent prononce des mesures protectrices de l'union conjugale, autorisant les époux à vivre séparés. Malgré cette séparation, les époux continuent à se fréquenter régulièrement. En 2005, suite à un nouvel épisode très violent, « Luzia » dépose une plainte pénale et demande le divorce, malgré son amour et ses convictions religieuses.

Peu après, Luzia dépose sa demande de renouvellement de permis, en expliquant qu'elle était contrainte au divorce car son époux menaçait gravement son intégrité physique et psychique. Le service cantonal des étrangers accepte de faire suivre la demande à l'ODM avec un préavis favorable, mais l'ODM refuse de donner son approbation. L'Office retient que la vie commune n'a duré que 5 mois (l'ODM compte à partir du moment où le couple s'est installé durablement en Suisse), qu'aucun enfant n'est né du mariage, et que les attaches sociales et professionnelles de « Luzia » avec la Suisse ne sont pas particulièrement étroites. « Luzia », qui à ce moment-là a quitté son pays depuis 6 ans, fait recours. Elle explique que son mariage a duré 4 ans et 4 mois et que le divorce était devenu nécessaire à cause des violences subies. Plusieurs certificats en attestent et constatent les troubles dépressifs engendrés. Elle invoque aussi la législation entrée en vigueur en 2008 ([art. 50 LEtr](#) et [art. 77 OASA](#)), parce que même s'il ne s'applique pas encore dans le cas de « Luzia », ce nouveau dispositif prévoit de tenir un peu plus compte des violences conjugales comme motif particulier de prolongation de l'autorisation de séjour. Sur le plan professionnel, « Luzia » a occupé divers emplois temporaires dans des entreprises de nettoyage ou dans un EMS. Elle explique en outre qu'en cas de retour au Brésil, elle ne sera nullement soutenue par sa famille qui était opposée à son mariage, et encore plus à son divorce, du fait de leurs convictions religieuses. Au moment où le TAF rejette son recours, le 22 août 2008, « Luzia » est arrivée en Suisse depuis près de 8 ans et y vit depuis plus de 5 ans de manière ininterrompue.

Dans son arrêt, le TAF retient surtout que « Luzia » n'a pas d'emploi durable et n'a pas atteint l'indépendance financière : « *l'intégration socio-professionnelle en Suisse n'est pas optimale* ». Le TAF estime par ailleurs que « Luzia » pourra se réadapter sans problème à son pays d'origine. Les violences conjugales rendent sa situation particulière, mais cet aspect ne constitue pour le Tribunal que « *l'un des critères* ». Pouvait-on attendre de « Luzia » qu'elle mène une vie normale et trouve un emploi stable alors qu'elle traversait une situation extrêmement difficile, subissant la torture d'être maltraitée par l'homme qu'elle aimait ? Le TAF ne soulève pas cette question, et examine l'intégration de « Luzia » comme celle de n'importe quel autre étranger. Des professionnels attestaient pourtant que « Luzia » avait été déstabilisée par ce vécu douloureux (impliquant d'ailleurs des déménagements successifs) et avait besoin de temps pour retrouver une stabilité affective, sociale et financière. Au lieu de lui accorder ce temps, les autorités fédérales lui imposent un renvoi vers un pays qu'elle a quitté depuis plus de 8 ans, où elle n'a quasiment plus d'attaches.

**Signalé par :** La Fraternité (Centre social protestant – Vaud), avril 2009.

**Sources :** Arrêt du TAF (22.8.08) ; recours (8.2.06) ; décision ODM (20.1.06) ; autres pièces utiles du dossier